

## Arrêt

**n° 127 421 du 24 juillet 2014  
dans l'affaire X / VII**

**En cause : X**

**Ayant élu domicile : X**

**contre:**

**l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à la Politique de migration et d'asile et désormais par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté**

**LE PRÉSIDENT DE LA VIIe CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 19 octobre 2011, par X, qui déclare être de nationalité burundaise, tendant à l'annulation d'une décision déclarant une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois non fondée, prise le 11 août 2011.

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu la note d'observation et le dossier administratif.

Vu le mémoire de synthèse.

Vu l'ordonnance du 26 mai 2014 convoquant les parties à l'audience du 5 juin 2014.

Entendu, en son rapport, N. RENIERS, président de chambre.

Entendu, en leurs observations, Me M. KALIN loco Me P. LYDAKIS, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me P. HUYBRECHTS loco Me F. MOTULSKY, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

**APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

Il ressort de l'examen du dossier administratif que, le 5 juin 2012, la partie défenderesse a procédé au retrait de la décision attaquée.

Interrogée sur l'objet du recours, la partie requérante s'est référée à la sagesse du Conseil.

Le Conseil estime que le recours n'a plus d'objet.

**PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

## **Article unique.**

La requête en annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-quatre juillet deux mille quatorze, par :

Mme N. RENIERS, Président de chambre.

M. P. MUSONGELA MUMBILA, Greffier assumé.

Le greffier, Le président,

R. MUSONGELA MUMPIILA N. BENIERS